

**VERBATIM****CONFERENCE DE PRESSE****Bangui, le 9 juillet 2025****Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Bonjour à tous, je suis Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA.

C'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA. Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

Un dernier hommage a été rendu ce matin à Bangui à notre collègue Casque bleu décédé le 20 juin dernier à la suite d'une attaque perpétrée par des éléments armés soudanais présumés contre une patrouille de la MINUSCA à Am-Sissia à une trentaine de kilomètres de Birao, dans la préfecture de la Vakaga. La Force de la MINUSCA et le leadership de la Mission ont honoré la mémoire du caporal zambien Stephen Muloke Sachachoma, tombé pour la paix à l'âge de 33 ans. Trois Casques bleus, dont les patrouilles ont été prises en embuscade par des groupes armés, ont perdu la vie en République centrafricaine depuis le début de l'année 2025.

Restons dans la Vakaga où la situation sécuritaire demeure préoccupante. En réponse, la MINUSCA mène des actions sur plusieurs fronts, ceux de la sécurité, du dialogue et de la prévention des conflits. En plus des check points établis aux points d'entrée et de sortie de Birao, la Force de la Mission organise des patrouilles robustes dans les villages avoisinants afin de renforcer la protection des civils et prévenir toute escalade de la violence. Elle a déployé, à la mi-juin, une base opérationnelle temporaire à Terfel pour stabiliser la zone et faciliter le retour progressif de la population.

La MINUSCA appuie également le redéploiement des Forces armées centrafricaines avec lesquelles elle mène des patrouilles conjointes. Nous avons également poursuivi notre dialogue avec les autorités locales, les leaders communautaires et les jeunes pour apaiser les tensions.

Par ailleurs, la MINUSCA continue d'appuyer la radio communautaire Yata à laquelle elle a remis du matériel la semaine dernière, lui permettant ainsi de jouer pleinement son rôle de média fiable et impartial, porteur de la voix des communautés et vecteur de messages d'apaisement et de réconciliation. Comme vous le savez, l'appui aux radios communautaires est l'un des projets phares actuellement mis en œuvre par la Mission.

Le nombre de radios soutenues par la MINUSCA vient de passer de 20 à 27, ce qui témoigne de notre engagement constant en faveur de la participation des communautés aux efforts de paix et de stabilité sur l'ensemble du territoire centrafricain.

La conclusion d'un acte de réconciliation, en présence de près de 500 personnes dont 200 femmes, entre deux communautés figure parmi les autres actions menées la semaine dernière par la MINUSCA pour soutenir les efforts de paix et de stabilité en République centrafricaine. Cette démarche pour la réconciliation a eu lieu le 3 juillet à Balembé, dans la préfecture de la Nana-Mambéré, lors de la visite d'une délégation conjointe de la MINUSCA, des autorités locales, de représentants du corps judiciaire, de la société civile et des membres des mécanismes préfectoraux de protection, tels que les CMOP.

Le même jour, à Doroko, dans la préfecture de la Mambéré-Kadéï, la MINUSCA, en collaboration avec les autorités régionales chargées de l'élevage et de l'agriculture et la mairie de Wapo, a organisé un dialogue communautaire entre agriculteurs et éleveurs. À l'issue de cette rencontre à laquelle ont participé 120 personnes, un comité local de médiation composé de sept membres issus des deux groupes a été mis en place. Sa mission sera d'évaluer les dommages, de proposer le balisage des terres et d'organiser des sessions régulières de médiation.

Le troisième et dernier point que je souhaite aborder aujourd'hui concerne le soutien apporté par la MINUSCA à l'extension de l'autorité de l'Etat et à la construction d'infrastructures essentielles.

La semaine dernière, la Mission a remis aux autorités locales plusieurs mairies réhabilitées et équipées, notamment à Vassako dans la préfecture de Bamingui-Bangoran et à Gambo dans celle du Mbomou. Ces nouveaux bâtiments vont permettre aux autorités et fonctionnaires locaux de travailler dans de meilleures conditions et aux administrés d'accéder plus facilement aux services de l'Etat, y compris aux actes d'état-civil.

Toujours dans la préfecture du Mbomou, la MINUSCA a construit un marché à Pombolo. Ce marché offre un espace abrité aux vendeurs mais sa présence renforce également la cohésion sociale entre les communautés musulmanes et non musulmanes et favorise les échanges commerciaux entre les localités de Pombolo et de Kémbé contribuant ainsi au redressement socio-économique de la région.

Enfin, dans la préfecture de Bamingui-Bangoran, le pont de Lemena, situé sur l'axe Ngarba, à 14 km au nord-est de Ndélé, est désormais opérationnel.

Questions des journalistes

Radio Ndeke Luka (Hamid Tidiani)

- Dans le cadre de l'accord de paix signé à Ndjamena, ce jeudi, des groupes armés de l'UPC et des 3R seront là à Bangui. Est-ce que la MINUSCA va appuyer également ce processus qui consiste à ramener la paix dans le pays ?
- La deuxième question concerne le communiqué du BRDC publié hier. Dans ce communiqué, il ressort qu'Arsène Gbaguidi, qui est un directeur des élections au niveau de la MINUSCA, a critiqué l'incompétence de l'ANE à organiser les élections dans les délais impartis. Et dans ce même communiqué, le BRDC explique en passant que l'expert de l'ONU, Yao Agbetse aussi, a soutenu le fait que l'ANE ne sera pas en mesure d'organiser les prochaines élections en bonne date. Alors, quelle est la position claire de la MINUSCA sur ces deux interventions ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. Tout d'abord, la première question relative au retour des leaders des groupes armés dans l'Accord de paix, évidemment, la MINUSCA se félicite de ces récents développements positifs dans la mise en œuvre du processus de paix avec cet engagement formel des groupes armés signataires, en particulier, on parle ici des 3R et de l'UPC, donc l'engagement à cesser les hostilités et à adhérer à l'Accord politique pour la paix et la Réconciliation en République centrafricaine. Nous saluons aussi la collaboration efficace entre les Gouvernements de la République centrafricaine et du Tchad pour faciliter la conclusion de cet accord.

La MINUSCA, vous le savez, est facilitateur de l'APPR, de cet Accord de paix, et donc, elle reste déterminée et bien sûr disponible à soutenir la pleine mise en œuvre de l'Accord politique et de la Feuille de route pour la paix.

Concernant votre deuxième question, vous faites référence à l'enregistrement de propos qui ont été tenus lors d'une réunion interne de la MINUSCA, ce qui, selon les règles d'éthique en vigueur à l'ONU et évidemment aussi à la MINUSCA, n'est ni autorisé, ni destiné à être diffusé sur les médias sociaux. Puisque maintenant cet enregistrement est public, je vous dois donc une clarification.

Le soutien multiforme de la MINUSCA aux prochaines échéances électorales constitue et continue à constituer l'un des axes majeurs du mandat que lui a confié le Conseil de sécurité. Je crois que le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, M. Jean-Pierre Lacroix, a exprimé également cet engagement lors de la session du Conseil de sécurité consacrée à la situation en République centrafricaine il y a deux semaines. Donc, ce soutien multiforme reste l'un des axes majeurs de notre mandat confié par le Conseil de sécurité. Nous allons poursuivre notre soutien logistique, technique, sécuritaire et je peux vous assurer, qu'actuellement, tous nos efforts sont concentrés sur l'étape cruciale, qui est celle de l'achèvement du processus d'inscription sur les listes électorales de manière inclusive et transparente. Voilà la clarification demandée et apportée.

Questions des journalistes

Radio Guira FM (Fanny Christelle Balekossi)

- Ma question concerne la situation dans la Vakaga puisque vous avez dit que la situation est encore préoccupante. Mais en dehors des patrouilles menées conjointement avec la MINUSCA et les Forces de défense et de sécurité [centrafricaines], quelle autre stratégie la MINUSCA compte mettre en place pour, en tout cas, renforcer davantage la protection des civils ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. Oui, je l'ai indiqué en entame de cette conférence de presse, la situation à la fois sécuritaire mais aussi au niveau de la cohésion sociale dans la Vakaga est préoccupante. La stratégie est une stratégie globale avec une intervention de la Force pour apporter la sécurité, qui effectue des patrouilles ou qui se positionne de façon plus longue à certains endroits stratégiques. Et évidemment, un autre volet est celui du dialogue avec les différentes communautés. Il est prévu que lundi prochain, notre bureau de terrain à Birao rencontre l'ensemble des leaders communautaires basés à Birao pour pouvoir évoquer et discuter de cette situation sécuritaire et surtout pour pouvoir faire en sorte que chacun s'engage pour apaiser les tensions et que la situation redevienne plus apaisée à Birao.

Donc, la stratégie, c'est une stratégie avec plusieurs axes, celui de la protection, celui de la prévention, à la fois d'un point de vue sécuritaire mais aussi par le dialogue, et puis celui de l'engagement avec les communautés. Nous sommes réellement tous engagés pour que la situation puisse s'apaiser et que la cohésion sociale et la cohabitation et la coexistence et le vivre-ensemble qui prévalaient à Birao entre les communautés puissent perdurer.

Questions des journalistes

Radio Notre Dame (Romeo Doubalet)

- J'ai une petite préoccupation par rapport à la situation dans le Haut-Mbomou. Selon les informations de ces derniers jours, les déplacés ou réfugiés de Zémio, qui se trouvent de l'autre côté de la rive, dans la République démocratique du Congo, leur situation sanitaire un peu dégradante du fait qu'il y a des enfants qui meurent chaque jour. Je ne sais pas, au niveau de la MINUSCA, comment vous appuyez ces réfugiés qui se retrouvent actuellement en RDC ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci pour votre question. En effet, la situation des personnes qui ont dû fuir Zémio il y a quelques semaines à la suite de l'activisme de groupes armés est préoccupante. On espère tous que la situation sécuritaire à Zémio va leur permettre de rentrer rapidement ici en Centrafrique.

Concernant l'appui de la MINUSCA, vous le savez, notre mandat est un mandat en Centrafrique, donc il ne nous est pas possible d'intervenir dans un pays tiers, premièrement et deuxièmement, les organisations au sein des Nations Unies qui s'occupent des réfugiés sont le HCR et l'OIM, donc qui pourront répondre à votre question, mais nous, ce qui nous est donné par notre mandat, c'est de s'assurer que la situation à Zémio redevienne suffisamment calme pour permettre le retour le plus rapide possible de ces réfugiés. C'est la raison pour laquelle nous avons la Force de la MINUSCA qui est déployée à Zémio pour rassurer les populations, assurer la protection et également faire en sorte que ces réfugiés puissent rentrer le plus rapidement possible.

Questions des journalistes

Radio Fréquence RJDH (Carlos Watou)

- Est-ce que la MINUSCA continue-t-elle à soutenir les victimes du drame du Lycée Barthélémy Boganda suite à la sortie du porte-parole du Gouvernement ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

La MINUSCA, lorsque le drame est survenu au lycée, a envoyé des ambulances, a sécurisé le périmètre. Il y a eu ensuite des réunions avec les autorités centrafricaines au cours desquelles nous avons proposé notre soutien, mais nous n'avons à ce moment-là reçu aucune demande spécifique de soutien. Nous sommes intervenus le jour même du drame et ensuite nous avons montré notre disponibilité, mais les autorités nous avaient fait savoir que la gestion de ce drame pouvait se faire par elles-mêmes.

Questions des journalistes

LANOCA (Aubin Manassé Ndata)

- Le Gouvernement de la République centrafricaine a signé des accords avec le Tchad dans le cadre du renforcement de la sécurité. Il y a aussi des accords avec les groupes armés, les 3R, qui ont décidé de rentrer en bonne collaboration avec le Gouvernement. Comment la MINUSCA analyse cela ? Est-ce que ça renforce vraiment une question de sécurité sur le territoire centrafricain, du moment où parfois, il y a des accords qui sont signés et après, cela se déverse aussi d'un autre côté. Est-ce que la MINUSCA, qui est censée accompagner le Gouvernement dans le processus de paix et de la sécurité, regarde tout ce qui se passe ? Est-ce que cela renforce vraiment le cadre sécuritaire bien rétabli pour que la paix revienne en République centrafricaine ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. Je crois qu'on est à une étape du processus où on se félicite des développements, on salue l'engagement de tous en faveur du désarmement, le fait que les groupes armés rendent les armes, ce qui est quand même quelque chose d'important pour toutes les populations civiles qui vivaient sous la menace de ces groupes armés. Donc, permettez-moi de rester pour l'instant à cette étape où on se félicite de ce développement et où on va mettre tout en œuvre pour accompagner ce nouveau développement, conformément au mandat qui nous a été donné par le Conseil de sécurité, puisque comme vous le savez, nous sommes facilitateurs de l'Accord et afin de mettre tout en œuvre pour que la paix prévale et que ce pays connaisse un adieu définitif aux armes.

Questions des journalistes

Le Combattant+ (Jacques Ngué)

- Certes, on se félicite de ce processus, mais en 2019, ils ont signé des accords, après ils sont repartis. En repartant, ils ont commis des crimes sur des paisibles populations. Aujourd'hui, ils reviennent. La MINUSCA qui soutient de la CPS, est-ce que cette MINUSCA va laisser les victimes comme ça dans leur triste sort, puisque l'accord est signé ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je crois qu'il faut qu'on reste prudent sur toutes ces questions. Nous n'avons pas encore connaissance de toutes les modalités pratiques de l'accord. Je pense qu'il faut être un petit peu patient, si j'ai bien compris, tout va être connu demain lors d'une cérémonie ici à Bangui. Lorsque nous aurons pris connaissance des modalités pratiques, des dispositions pratiques de l'accord, il me sera plus facile de répondre à vos questions, car pour l'instant, tout cela est basé sur des suppositions et non sur un texte et sur le texte d'un accord entre toutes les parties.

Questions des journalistes

Radio Ndeke Luka (Hamid Tidiani)

- Nous avons constaté ces derniers temps que le Gouvernement américain entend suspendre toute son aide aux pays africains dont la RCA fait partie. Est-ce que cette suspension peut impacter également les activités de la MINUSCA ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Comme vous, nous avons entendu des déclarations qui semblent indiquer de possibles suspensions de l'aide. Pour l'instant, rien n'est concret. Vous le savez, la MINUSCA fait partie d'un ensemble d'opérations de maintien de la paix dans le monde. On peut citer dans le pays voisin, la MONUSCO, en République démocratique du Congo, on peut citer au Soudan du Sud, UNMIS. Nous sommes un ensemble d'opérations de maintien de la paix et ces opérations de maintien de la paix reçoivent un budget global. D'ailleurs, c'est l'occasion ici de remercier tous les pays qui contribuent à ce budget et qui nous permettent de mettre en œuvre nos activités. Nous avons reçu notre budget pour l'année à venir, mais il reste effectivement des interrogations sur le fait de contribuer ou non à ce budget. Mais à ce stade, je n'ai pas d'informations. Évidemment, dès que nous en aurons, nous les partagerons avec vous. D'ailleurs, l'Organisation est actuellement confrontée à ce qu'on appelle une crise de liquidités, je crois qu'on en a déjà parlé ici, parce que les pays contributeurs, donc l'ensemble des pays des Nations Unies, ne donnent pas tous leurs contributions, ne versent pas tous à temps l'argent sur le compte des Nations Unies. Ceci nous a déjà amené à prendre des mesures d'économie ici et à devoir prioriser certaines de nos activités. Mais concernant votre question précise, pour l'instant, nous n'avons reçu ni de confirmation ni d'infirmité. Nous avons entendu, mais nous devrions en savoir plus, j'imagine, dans les prochains mois. En attendant, nous sommes là et nous continuons la mise en œuvre de notre mandat et des tâches prioritaires de notre mandat qui sont, comme je vous le rappelle, la protection des civils qui vivent sous la menace de violences, le soutien à l'Accord de paix et également le soutien au processus électoral.

Questions des journalistes

LANOCA (Aubin Manassé Ndata)

- Demain, le Chef de l'État va recevoir Ali Darass. Je crois que c'est prévu pour le 10. Je ne sais pas si la MINUSCA sera aussi invitée ou bien aura aussi un mot à dire par rapport à cette réception. Prendra-t-elle part à cette rencontre avec les groupes armés ?
- La deuxième question, c'est la situation sécuritaire aux alentours de l'aéroport. Il y a de cela quelques semaines, les sinistrés de cette zone-là se plaignaient beaucoup pour les cas de braquage. Au niveau de l'UNPOL, est-ce qu'ils faisaient des tours dans cette zone dans le plan de sécurisation au niveau de ces secteurs-là, de l'aéroport ? La MINUSCA a une base aussi au niveau de l'aéroport. Est-ce que des séries de patrouilles se font également par l'équipe de l'UNPOL ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. Concernant votre première question, il s'agit d'un événement qui est organisé par les autorités au plus haut niveau de l'État, donc, je pense que la question doit plutôt leur être posée, mais je l'ai rappelé, la MINUSCA est facilitateur de cet Accord de paix.

Concernant votre deuxième question sur la situation autour de l'aéroport, je n'ai pas d'informations précises concernant cette situation et, en général, je n'aime pas vraiment dire des choses que je ne connais pas. Mais à ma connaissance, UNPOL patrouille sur l'ensemble de la ville de Bangui mais je vais me renseigner pour pouvoir vous apporter une réponse plus précise à ce sujet.

Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#). L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Merci à tous pour votre participation. Je vous retrouve mercredi prochain.